



## **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières n°26MA41003**

#### **Pouvoir adjudicateur**

---

**Agence de l'eau Rhin-Meuse**

Adresse : Chemin du Longeau BP 30019 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33387344700

#### **Représentant du pouvoir adjudicateur**

---

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

#### **Objet de l'accord-cadre**

---

### **Prestation de restauration collective à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse**

# Sommaire

<b>1. Préambule .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2 Montants de l'accord-cadre.....	4
2.3 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande.....	5
2.4 Conditions de passation des bons de commande.....	5
2.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	6
2.6 Traitement des données .....	6
2.7 Mesures de sécurité .....	7
2.8 Sous-traitance .....	8
<b>3. Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution.....</b>	<b>8</b>
3.1 Durée de l'accord-cadre .....	8
3.2 Délais d'exécution .....	8
3.3 Prolongation des délais d'exécution .....	8
3.4 Reconduction .....	8
<b>4. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>9</b>
<b>5. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>9</b>
<b>6. Prix – Variation du prix.....</b>	<b>9</b>
6.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre .....	9
6.2 Variation du prix.....	10
6.3 Dégressivité des frais fixes : .....	11
<b>7. Retenue de garantie .....</b>	<b>11</b>
<b>8. Avance .....</b>	<b>11</b>
8.1 Modalités de règlement de l'avance.....	11
8.2 Modalités de résorption de l'avance.....	11
<b>9. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>12</b>
9.1 Modalités de règlement du prix.....	12
9.2 Paiement des sous-traitants .....	14
9.3 Délais de paiement.....	15
9.4 Intérêts moratoires.....	15
9.5 Règlement en cas de groupements économiques .....	15

<b>10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre</b>	<b>15</b>
10.1 Conditions d'exécution des prestations	15
10.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande	16
10.3 Modalités d'intervention dans les locaux du pouvoir adjudicateur	16
10.4 Modification de l'accord-cadre	17
10.5 Prestations supplémentaires ou modificatives	17
<b>11. Développement durable – Dimension sociale</b>	<b>18</b>
11.1 Insertion sociale	18
11.2 Conditions d'exécution sociale	20
<b>12. Développement durable – Dimension environnementale</b>	<b>22</b>
12.1 Conditions d'exécution environnementales	22
<b>13. Constatation de l'exécution des prestations</b>	<b>27</b>
13.1 Opérations de vérification et décisions	27
13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet	27
<b>14. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>27</b>
<b>15. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats</b>	<b>27</b>
15.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	27
15.2 Régime des résultats	27
<b>16. Pénalités</b>	<b>28</b>
16.1 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	28
16.2 Pénalités pour retard ou inexécution des prestations	28
16.3 Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi	30
<b>17. Information sur la masse salariale</b>	<b>31</b>
<b>18. Garanties</b>	<b>31</b>
<b>19. Assurances</b>	<b>31</b>
<b>20. Différends</b>	<b>31</b>
<b>21. Dispositions en cas d'intervenants étrangers</b>	<b>31</b>
<b>22. Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail</b>	<b>32</b>
<b>23. Résiliation de l'accord-cadre</b>	<b>33</b>
23.1 Résiliation pour faute	33
23.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	33
<b>24. Dérogations aux documents généraux</b>	<b>33</b>

## 1. Préambule

1. Le pouvoir adjudicateur est représenté par le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ou son représentant.

2. Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter.

Si la personne nommément désignée n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, en application de l'article 3.4.3. du CCAG FCS, le titulaire s'engage à la remplacer par une personne de compétence *a minima* équivalente et à en informer l'acheteur, sous peine de résiliation du marché aux torts et risques du titulaire.

*Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS*, le délai de communication à l'Acheteur, du nom et du curriculum vitae du remplaçant est réduit à 15 jours calendaires.

## 2. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur des **Prestations de service de restauration collective au siège de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse**, comprenant la préparation sur place et la distribution des repas lors de la pause méridienne, des prestations dites « traiteurs » tenues lors de manifestations et/ou grandes réunions se déroulant sur l'Eco'Parc ainsi que quelques prestations annexes.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 2.2 Montants de l'accord-cadre

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande avec un minimum et un maximum fixés en valeur.

Les prestations sont décomposées comme suit :

- des prestations quotidiennes de restauration ;
- des prestations annexes qui font l'objet de bons de commande.

S'agissant des frais fixes mensualisés, ils reposent sur une estimation annuelle de 17 000 repas jours. Les frais fixes mensualisés feront l'objet d'un bon de commande annuel pour chaque année de la période initiale et pour chaque période de reconduction.

**Pour les prestations à bons de commande**, celles-ci seront réglées tels que fixées dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement, aux quantités de prestations commandées et validées par le pouvoir adjudicateur.

En cumulant les frais fixes, la subvention versée par l'AERM et les prestations à bons de commande (y compris le montant de la PSE si celle-ci est retenue), les montants minimums

et maximums de l'accord-cadre à bons de commande sont déterminés ci-après, pour chacune des périodes de validité de l'accord-cadre :

N° de la période	Montant minimum HT	Montant maximum HT
Période initiale de 24 mois	255 000 €	315 000 €
Période de reconduction n°1 de 12 mois	140 000 €	170 000 €
Période de reconduction n°2 de 12 mois	80 000€	120 000€

**Les montants ci-dessus ne tiennent pas compte de la part assumée par les convives (réglée directement au prestataire lors du passage en caisse)**

### 2.3 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

### 2.4 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser ;
  - Le montant du bon de commande ;
  - La référence de l'accord-cadre ;
- S'il y a lieu :*
- Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser ;
  - Les conditions particulières d'exécution ;
  - Les conditions particulières de livraison et d'admission ;
  - Les délais de livraison ;
  - Le lieu de livraison ;
  - Les documents à fournir à la livraison.

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS. Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande transmis par messagerie électronique.

Dès réception du bon de commande, le titulaire renverra par mail et dans les meilleurs délais l'accusé de réception du bon de commande dûment complété et signé.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et s'exécuter dans les 4 mois suivant le dernier jour de validité du marché.

## 2.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

## 2.6 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Le titulaire s'engage à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'Agence et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD.

Le titulaire (*sous-traitant* au sens de la réglementation précitée) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, l'Agence met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

*En particulier, le titulaire devra informer les agents sur la collecte de leurs données à caractère personnel (DCP) nécessaires au traitement de la facturation individuelle en rédigeant, conjointement avec la délégation à la protection des données de l'Agence, une note d'informations RGPD conforme à l'attention des usagers et à porter à leur connaissance, par toute voie d'affichage accessible et lisible, en amont du passage en caisse. La liste des DCP sera actualisée avec le titulaire APRÈS la notification du marché, lors de la rédaction de la convention de sous-traitance.*

- Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :

Le titulaire doit informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer

- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées sont les suivantes :

Le titulaire dispose des droits relatifs à ses données à caractère personnel, notamment d'information, d'accès et de rectification. Pour les exercer, il peut contacter la Délégation à la protection des données de l'établissement :

- Par mail : [protection.donnees@eau-rhin-meuse.fr](mailto:protection.donnees@eau-rhin-meuse.fr)
- Par voie postale (avec copie de pièce d'identité en cas d'exercice des droits) :

Délégation à la protection des données  
Agence de l'eau Rhin-Meuse  
Route de Lessy - 57160 Rozérieulles

Le titulaire peut également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :

Dans le cas où une Convention RGPD s'avère nécessaire, ces mesures seront énoncées dans cette Convention qui sera adaptée à la prestation et établie selon le modèle joint au présent CCAP. Cette Convention sera signée avec le titulaire APRES la notification, pour définir les obligations respectives des parties en matière de sécurité et de protection des données à caractère personnel. Pour ce faire, le titulaire doit mentionner dans son offre l'identité de son Délégué à la Protection des Données ou a minima les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données.

- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont les suivantes :

L'agence de l'eau Rhin-Meuse conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues
- 10 ans pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestation d'études et achats de fournitures courantes
- 150 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du contrat, le titulaire s'engage à détruire de manière irréversible toutes les données à caractère personnel. Une fois celles-ci détruites, le titulaire justifie par écrit de la destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes : Le titulaire qui méconnaît la réglementation encourt la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire d'appliquer des pénalités au préalable.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

Par ailleurs, le titulaire devra rédiger et porter à la connaissance des convives, par toute voie d'affichage accessible et lisible, toutes les mentions d'informations relatives aux données personnelles, **conformément à la réglementation RGPD**.

## 2.7 Mesures de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiquées par l'acheteur dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAG. Les dispositions particulières de sécurité sur les sites d'intervention seront communiquées de la manière suivante : Ces dispositions sont prévues au CCTP en ce qui concerne l'accès au site et sera détaillé dans le plan de prévention qui sera obligatoirement

établi après la notification du marché.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

## 2.8 Sous-traitance

Le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de cet accord-cadre dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, l'acheteur exige que certaines tâches essentielles de l'accord-cadre soient effectuées directement par le titulaire.

Les tâches concernées sont les suivantes : l'acte de cuisiner.

## 3. Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution

### 3.1 Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à **24 mois à compter du 17 août 2026**, ou de la date de notification si elle est postérieure.

### 3.2 Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

### 3.3 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

### 3.4 Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit 2 fois.

Sauf dénonciation expresse du marché par lettre recommandée au plus tard dans les 2 mois précédant la date de fin d'exécution d'une période, celui-ci sera reconduit tacitement 2 fois **par période de 12 mois** sans que sa durée maximale puisse excéder 48 mois.

La reconduction est tacite.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.



## 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement**, qui sera remis au seul attributaire, et ses annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

*L'acte d'engagement, qui sera uniquement remis à l'attributaire, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.*

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021).
- **L'offre technique** du titulaire.
- Les **actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## 5. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur communiquera par échanges dématérialisés dans les conditions suivantes : via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) ou par mail.

## 6. Prix – Variation du prix

### 6.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Les prix sont composés des frais fixes et du coût des denrées (cf. Bordereaux des Prix, annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Les prix des denrées sont des prix appliqués aux quantités réellement livrées. Le terme « denrées » s'applique aux différentes préparations qui sont servies dans le restaurant. Le prix est intégralement payé par l'usager, déduction faite, le cas échéant, d'une subvention versée au titulaire par l'Agence.

Seule exception pour la part frais fixe des agents de l'Agence et de l'OFB, celle-ci étant forfaitisée mensuellement sur une base de 17000 repas/an.

Les charges d'exploitation qui incombent au titulaire constituent les frais fixes du marché, elles recouvrent notamment les dépenses suivantes :

- Les frais de personnel, charges comprises
- Les frais de fourniture de linge propre, vêtements de travail, EPI, ...
- Les frais de mise en place et de renouvellement du petit matériel jetable

- Les autres frais de fonctionnement (système d'encaissement avec logiciel, produits d'entretien et lessiviels, ...)
- Les frais d'animation, de signalétique
- Les assurances et impôts
- Les frais de laboratoire et d'analyses
- Les frais de gestion, de structure, l'encadrement et le suivi du fonctionnement du restaurant
- La taxe professionnelle, etc.

Les prix HT sont majorés de la TVA au taux réduit en vigueur dans la restauration collective. En cas de modification de régime fiscal, le titulaire applique les nouvelles dispositions.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

## 6.2 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables au bout de 6 mois.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Les prix seront révisés en application de la formule de variation suivante :

$$P = P_0 \times (0,50 \times I/I_0 + 0,50 \times I'/I'_0)$$

- P est le prix révisé ;
- P<sub>0</sub> est le prix initial du mois M<sub>0</sub> ;
- I et I' sont les indices de référence les plus récents disponibles le jour où sont calculés les prix révisés, soit l'indice connu à la date prévue pour la révision (fréquence semestrielle).
- I<sub>0</sub> et I'<sub>0</sub> sont les indices de référence correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

- **pour les frais fixes (I)**, un indice des prix à la consommation (indice mensuel en base 2015 pour l'ensemble des ménages en France métropolitaine, identifiant 001764236), « Nomenclature Coicop : 11.1.2.0 - Cantines » ;

- **pour les denrées (I')**, un indice des prix à la consommation (indice mensuel en base 2015 pour l'ensemble des ménages en France métropolitaine, identifiant 001763867), « Nomenclature Coicop : 01 - Produits alimentaires et boissons non alcoolisées ».

La périodicité de la révision est **semestrielle en dérogation à l'article 10-2-2 du CCAG FCS**, Elle s'exécute, par application de la formule ci-dessus, **pendant la première période de 24 mois du marché puis au cours de chaque période de reconduction**. Les prix sont révisables au 1<sup>er</sup> jour de chaque nouvelle période semestrielle du marché.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : au Moniteur des travaux publics et à l'INSEE.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

### 6.3 Dégressivité des frais fixes :

Le montant des frais fixes doit être établi sur la base forfaitaire d'une fréquentation annuelle fixée à 17000 repas « agents » et « OFB » et une base unitaire estimée à 500 repas « autres usagers » (cf. article « *Règlement des repas des usagers* » du présent CCAP).

Si le nombre de repas « autres usagers » dépasse le seuil des 500 repas sur une période de 12 mois, le titulaire devra appliquer, dès le mois suivant, un coefficient de réduction de la part fixe forfaitaire mensualisée. Ce coefficient est fixé par le titulaire dans le bordereau des prix (annexe 1 de l'AE).

Son application est effective pour la nouvelle période annuelle N, calculée sur la base du taux de fréquentation de l'année N-1.

## 7. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 8. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est de 5 % du montant minimum ramené au nombre de mois selon les règles de calcul fixées par l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### 8.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

### 8.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations exécutées par le titulaire dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65) /15

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du montant minimum.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

## 9. Règlement des comptes au titulaire

### 9.1 Modalités de règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées : Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distinctes : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

Si la PSE est retenue, elle sera réglée mensuellement.

#### 9.1.1 Règlement des repas des usagers

Le coût de chaque repas est composé d'une *part fixe* et d'une *part variable*.

- **La part variable** est conditionnée par le choix de plats réalisé par l'utilisateur. Elle est facturée à l'utilisateur à chaque passage en caisse en fin de chaîne de service des plats.

- **La part fixe** est facturée de 2 manières distinctes en fonction de l'utilisateur :

- Pour les **agents de l'Agence de l'eau et de l'OFB** : Facturation forfaitaire mensuelle - sur une base de 17000 repas par an - prise en charge par l'Agence. La part de frais fixes est réglée par l'AERM, chaque mois, conformément au montant forfaitaire figurant sur le bordereau des prix, sur présentation de facture et production obligatoire d'un document récapitulatif des nombres de repas.

- Pour les **autres usagers** : Facturation d'un coût plateau à chaque passage journalier, pris en charge par l'utilisateur. Le titulaire doit avoir la capacité d'accepter les chèques restaurant ou moyen de paiement équivalent pour ces usagers.

Les personnels de l'Agence de l'eau bénéficient d'une subvention prise en charge par celle-ci.

Il s'agit de la part patronale dont le montant est révisé annuellement et peut varier en fonction de certaines catégories d'agents de l'AERM. Le montant de la subvention due au titre des repas sera réglé mensuellement au titulaire, sur présentation de facture et production obligatoire d'un document récapitulatif du nombre de repas.

L'Agence remettra régulièrement au titulaire la liste actualisée des agents pouvant accéder au repas à tarifs subventionnés.

De la même façon, si une Convention tripartite est établie entre le titulaire et un autre utilisateur/convive habituel du restaurant de l'AERM, il pourra être prévu l'application d'une subvention en déduction du prix des repas des convives de cet utilisateur. Les modalités précises seront détaillées dans la Convention tripartite dûment signée par toutes les parties concernées.

Le titulaire perçoit directement auprès des usagers le règlement de la part due via le système de paiement en place permettant la délivrance des plateaux. Le règlement des prestations sera débité sur un compte préalablement crédité par chaque usager lors du rechargement de son badge.

Le titulaire a la responsabilité de la gestion des comptes individuels des usagers et des encaissements. Il supporte les frais d'encaissement et d'impayés.

**À l'issue du marché, le titulaire remboursera obligatoirement chaque client, du montant du reliquat de crédit sur son badge.**

### 9.1.2 Règlement des autres prestations de repas commandées par l'AERM

Ces coûts seront pris en charge par l'Agence de l'Eau.

Pour les menus « Affaires » ou les cocktails déjeunatoires debout, commandés par l'Agence pour ses convives, les prix seront réglés aux prix unitaires figurant dans le bordereau des prix. Les prix unitaires figurant dans le bordereau des prix joint en annexe 1 à l'Acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Pour les menus travail ou les paniers repas, commandés par l'Agence, ces repas feront l'objet d'un enregistrement à partir de la carte spécifique de l'AERM dont le détail et le montant varieront en fonction des choix de chaque utilisateur (entrée/plat/dessert) et sera précisé au moment de la facturation.

Ces prestations feront l'objet de paiement mensuel au vu de la facturation établie sur la consommation réellement constatée.

### 9.1.3 Demandes de paiement

- *Demande de règlement partiel définitif :*

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire, dans un délai de 8 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- La retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en

outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- *Solde du contrat :*

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 8 jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

#### 9.1.4 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 18570301400018.

## 9.2 Paie ment des sous-traitants

Le paiement du sous-traitant ayant droit au paiement direct s'effectue dans les conditions prévues notamment aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, en LR/AR, libellée au nom du pouvoir adjudicateur et accompagnée des factures au titulaire de l'accord-cadre. Il transmet également copie de ces pièces à l'Agence de l'eau.

Pour permettre la vérification des sommes à payer directement au sous-traitant et pour assurer l'établissement des acomptes correspondants, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sans délai, copie des factures reçues au titulaire de l'accord-cadre. Cette

transmission est sans conséquence sur le délai prévu par à l'article R. 2193-12 du Code susvisé pour la vérification de la demande de paiement.

Le titulaire de l'accord-cadre adresse de façon concomitante au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de déterminer date certaine, sa décision concernant la demande de paiement et indiquant la somme à régler par l'Agence à chaque sous-traitant concerné, cette somme tenant compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et incluant la TVA, étant entendu que sans réponse de sa part dans les 15 jours à réception de l'AR visé au 2ème alinéa, les prestations sont réputées acceptées et seront réglées par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant.

Le paiement des sommes dues au sous-traitant fera l'objet d'un virement administratif.

### **9.3 Délais de paiement**

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

### **9.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

### **9.5 Règlement en cas de groupements économiques**

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

## **10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

### **10.1 Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

## 10.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

## 10.3 Modalités d'intervention dans les locaux du pouvoir adjudicateur

L'exécution du présent accord-cadre est soumise aux dispositions des articles R.4511-1, 2, 3 et 4 et R. 4515-1 à R. 4514-8, R. 4514-9 et R. 4514-10 du Code du travail.

Le pouvoir adjudicateur assure la coordination générale des mesures de prévention définies ci-après. Cependant le titulaire reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

L'accès au site est possible chaque jour ouvrable selon les dispositions de l'article 6.3 du CCTP.

### Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :

Le titulaire doit transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur au plus tôt et avant toute intervention sur les sites de cette dernière :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et l'identification des prestations sous-traitées.

Il informera par ailleurs le pouvoir adjudicateur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

### Inspection conjointe préalable des lieux d'intervention :

Une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à la disposition du prestataire est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération conformément aux dispositions de l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.

Au cours de cette inspection, le pouvoir adjudicateur son représentant communique au titulaire ou à son représentant habilité conformément aux dispositions de l'article R.4511-9 du Code du travail les consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront ses salariés à l'occasion de leur travail ou déplacements.

Ils se communiquent par ailleurs toutes les informations nécessaires à la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu d'intervention.

### Analyse préalable des risques :

À l'issue de cette inspection et au vu des informations et éléments recueillis, le pouvoir adjudicateur, ou son représentant, et le titulaire, ou son représentant, procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'intervention sur les sites du pouvoir adjudicateur.



Plan de prévention :

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par le pouvoir adjudicateur le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations si, conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail :

- Soit des risques existent ;
- Soit l'opération à effectuer par la ou les entreprises extérieures, ainsi que les entreprises sous-traitantes, représente un nombre d'heures prévisibles au moins égal à 400 heures sur 12 mois, que les interventions soient continues ou discontinues.

Ces dispositions seront applicables si, en cours d'exécution des prestations, il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ou si des risques sont nouvellement apparus.

Obligations du titulaire ou de son représentant :

Le titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître, à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation, les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant sur les sites du pouvoir adjudicateur cours d'exécution de la prestation.

Inspections et réunions périodiques :

Si un plan de prévention a été arrêté conformément aux dispositions de l'article R. 4512-7 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur son représentant à son initiative ou à la demande des chefs d'entreprises extérieures, organise s'il l'estime nécessaire, des inspections et réunions périodiques afin d'assurer la coordination des mesures de prévention.

Les chefs d'entreprises convoqués ou leurs représentants sont tenus d'assister aux inspections ou réunions auxquelles ils ont été convoqués.

Les mesures prises à l'occasion de cette coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Lorsque les prestations sont exécutées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, les interventions s'effectueront à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « période d'intervention » : Ces informations sont décrites au CCTP -.

## 10.4 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées : la clause de révision semestrielle des prix pourra être réexaminée, sur demande de l'attributaire et sur la base d'un argumentaire dûment motivé et circonstancié de la démonstration de contraintes et désavantages économiques manifestes. A défaut, l'Agence se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la demande si elle l'estime insuffisamment argumentée.

## 10.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

## 11. Développement durable – Dimension sociale

### 11.1 Insertion sociale

L'Agence de l'eau Rhin Meuse, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché, une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Conformément à l'article 16.1 du CCAG FCS, il est prévu que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles. Leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions prévues ci-après :

- **Profils de publics éligibles à la clause d'insertion** : Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont les suivants :
  - les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
  - les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
  - les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
  - les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
  - les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
  - les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
  - les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Ecole de la 2ème chance » ;
  - les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.

En outre, le facilitateur (désigné ci-dessous) peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ou des Missions Locales.

- **Périmètre de l'action à réaliser, modalités de mise en œuvre et globalisation des heures d'insertion** : Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1<sup>ère</sup> modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée ;

- **2<sup>ème</sup> modalité** : le recours à une structure de l'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L.5132-4 du code du travail afin de réaliser une prestation complémentaire liée à l'exécution du marché (exemple à titre indicatif ; nettoyage, gardiennage, blanchisserie...)

- **3<sup>ème</sup> modalité** : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;

- **4<sup>ème</sup> modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Les entreprises attributaires concernés par la clause d'insertion et de promotion de l'emploi devront déterminer les modalités de sa mise en œuvre en accord avec le facilitateur.

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

#### • Les modalités de calcul de l'obligation

L'obligation faite s'exprime en nombre d'heures. Elle est calculée par le facilitateur sur la base de la proposition de prix du titulaire, et selon les modalités suivantes :

Heures d'insertion à réaliser	Par tranche de (montant HT cumulé des bons de commande)
<b>10 heures</b>	<b>10.000 €</b>

La clause d'insertion est exécutoire dès lors que le nombre d'heures d'insertion à effectuer, calculé au regard du montant attribué, est égal ou supérieur à 70 heures.

- **Intervention d'un facilitateur** : Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, le facilitateur, nommé ci-dessous, apportera à la demande du titulaire, une assistance à ce dernier pour arrêter les modalités d'exécution, l'assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées et accompagner la démarche des candidats auprès du titulaire.

Le facilitateur vérifiera notamment, en amont de la signature des contrats de travail, l'éligibilité des candidats au regard de la présente clause.

A titre indicatif, la personne ressource en la matière est :

**ELIPS**

- Entreprise Lorraine d'Insertion et de Prestations Spécialisées -

11, rue du Stade

57270 UCKANGE

Chargée de mission - Facilitatrice des Clauses Sociales : Mme Stéphanie JACOB

Tel : 07.86.57.07.77

[sjacob@elips57.fr](mailto:sjacob@elips57.fr)

## 11.2 Conditions d'exécution sociale

### • Globalisation des heures d'insertion

La globalisation des heures d'insertion est possible.

Si, sur le territoire d'ELIPS, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

### • Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

### • Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste

éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

**- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :**

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

**- Comptabilisation des heures de formation :**

Les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)).

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire, assurés et financés directement par le secteur du travail temporaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

**• Difficultés éventuelles de réalisation**

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle

le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ci-après, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

En cas de non-respect de la clause d'insertion sociale et de ses modalités d'exécution, des pénalités seront applicables (voir Article « *Pénalités* »).

## 12. Développement durable – Dimension environnementale

### 12.1 Conditions d'exécution environnementales

L'Agence de l'eau souscrit à une démarche environnementale et écoresponsable sur son Eco'Parc. Le titulaire doit donc, dès la prise en charge du site, mettre en place et adopter une organisation et un fonctionnement privilégiant le respect de cette démarche.

De plus en application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, et en application de l'article 24 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi « EGalim », le titulaire doit se conformer à une condition d'exécution de fourniture de produits alimentaires de qualité et durables correspondant à au moins 50% du montant total HT annuel des achats de produits alimentaires et dont au moins 20% en produits issus de l'agriculture biologique.

Par ailleurs, en application de l'article 257 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et résilience », à partir du 1er janvier 2024, cette obligation d'approvisionnement en produits durables et de qualité est complétée par une autre obligation, à la charge du titulaire, à savoir une condition d'exécution de fourniture de produits alimentaires de qualité et durables correspondant à 100% du montant total HT annuel des achats pour les viandes et poissons.

Le non-respect par le titulaire de la condition d'exécution relative aux objectifs minimum d'approvisionnement durable et de qualité entraînera une pénalité, détaillée au présent CCAP.

#### ✦ **Lutte contre le gaspillage alimentaire**

Conformément à la Loi EGalim, les dispositions suivantes sont obligatoires et le Titulaire devra s'y conformer :

- Mise en place d'une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire à partir d'un diagnostic établi par le Titulaire au démarrage du marché ;
- Interdiction de rendre impropres à la consommation les denrées alimentaires encore consommables ;
- Obligation de proposer à une association habilitée la conclusion d'une convention de dons avec une association d'aide alimentaire habilitée pour les opérateurs de la restauration collective préparant plus de 3 000 repas par jour (au titre du marché en cours d'exécution). Le non-respect de cette obligation entraînera l'application d'une pénalité, détaillée dans le présent CCAP.
- Obligation de recourir au tri sélectif.

Par ailleurs, tout au long de l'exécution du marché, il est attendu du Titulaire un plan de progrès pour tendre vers une réduction constante du gaspillage alimentaire. Un reporting semestriel est envoyé à l'acheteur.

✦ **Valoriser les produits transformés ou élaborés contenant du porc, de la volaille, du bœuf ou de l'ovin « né, élevé, abattu dans un même pays »**

Dans le cadre du sous-critère valorisant la capacité du soumissionnaire à fournir ou recourir à des produits transformés, dont la protéine animale qui les compose provient d'animaux nés, élevés et abattus dans un même pays, l'engagement pris par le Titulaire dans son offre constitue un engagement contractuel. Le non-respect de cet engagement, passé 3 manquements, enclenchera une pénalité, détaillée au présent CCAP.

Cette information devra figurer sur l'étiquette des produits livrés et/ou sur la facture.

✦ **Respect de la saisonnalité des fruits et légumes**

En vertu de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, il est exigé du Titulaire de respecter la saisonnalité des fruits et légumes.

Le Titulaire est tenu, tout au long de l'exécution du marché, de respecter le calendrier de saisonnalité figurant dans son offre.

Il est entendu que la livraison des fruits et légumes exotiques est à caler sur les saisons des départements, régions, collectivités ou pays d'origine.

Cette exigence s'applique aux produits frais. Les produits surgelés, en boîtes ou appertisés ne sont pas concernés.

Toute livraison ou utilisation de fruits ou légumes n'étant pas « de saison » vaudra pénalité, détaillée au CCAP.

✦ **Respect de la saisonnalité de la pêche**

En vertu de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et résilience », il est exigé du Titulaire le respect de la saisonnalité des poissons et produits de la mer frais, ainsi que des poissons d'eau douce.

Le Titulaire est tenu de respecter le calendrier de saisonnalité figurant dans son offre tout au long de l'exécution du marché. Toute livraison ou utilisation de poissons d'eau douce ou produits de la mer n'étant pas « de saison » vaudra pénalité, détaillée au CCAP.

Cette exigence ne s'applique qu'aux produits frais et ne concerne pas les produits surgelés, secs ou appertisés.

### ✦ **Diversifier les sources de protéines végétales (appellations définies réglementairement par les normes de commercialisation).**

Le Titulaire propose au minimum 40% de repas végétariens en moyenne hebdomadaire.

Les aliments source de protéines végétales à destination de la consommation humaine se trouvent dans 3 familles de produits :

- *Dans les céréales* : blé, riz, maïs, orge, mils (y compris le sorgho), avoine, seigle et « pseudo-céréales » : quinoa et sarrasin. On y trouve environ 10 à 15 % de protéines.
- *Dans les légumes secs dits « légumineuses »* : haricots secs (haricots rouges, haricots de Lima), fèves, pois chiche, pois cassé, lentilles, lupins. On y trouve en moyenne 20% de protéines.
- *Dans les graines oléagineuses* : fruits à coques, soja (oléo protéagineux), sésame, colza, tournesol, lin... On y trouve jusqu'à 40% de protéines.

Cette liste est non exhaustive et pourrait être amenée à évoluer selon les nouvelles productions qui seront faites et les futures innovations agroalimentaires.

L'absence de proposition d'alternative aux aliments sources de protéines animales vaudra pénalité, détaillée au CCAP.

Par ailleurs, le Titulaire propose, en cours d'exécution, des démarches pour renforcer l'attractivité des plats à base d'aliments sources de protéines végétales dans l'objectif de mieux accompagner les convives dans la conduite du changement (exemples : attractivité visuelle, communication vertueuse, mise en valeur du stand...).

### ✦ **Recours au commerce équitable**

Conformément à l'article L.2112-2 du code de la commande publique, une condition d'exécution est prévue afin de garantir un approvisionnement responsable en produits issus du commerce équitable.

Le thé, le café et le chocolat doivent être certifiés issus du commerce équitable (label Fair trade Max Havelaar ou équivalent).

L'ensemble des boissons proposées doivent être composées de produits issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable, d'appellation contrôlée, d'appellation protégée ou équivalents.

Les nappes doivent être prioritairement en textile réutilisable. Lorsqu'elles sont en coton, ce dernier devra être certifié issu de l'agriculture biologique et, dans la mesure du possible, issu du commerce équitable. A défaut, le titulaire devra justifier des raisons techniques ou économiques de cette impossibilité.

En application de l'article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises modifié par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets puis par la loi Climat et Résilience de 2021, les produits équitables doivent être labélisés ou conformes à un système de garantie reconnu par la plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises, dite « plateforme RSE », ou équivalent. Les produits équivalents sont conformes aux principes du commerce équitable et garantis par une organisation indépendante.

### ✦ **Valoriser l'approvisionnement direct**

Afin de concourir à l'atteinte des obligations d'EGalim et de répondre aux enjeux



environnementaux, l'acheteur souhaite valoriser les offres respectant le circuit court, c'est-à-dire ayant au maximum un intermédiaire entre le premier metteur en marché et l'acheteur de restauration collective (gestionnaire du restaurant collectif ou de la cuisine centrale, groupement d'achat auquel il appartient, centrale d'achat à laquelle il adhère ou son prestataire).

L'engagement pris par le Titulaire dans son offre constitue un engagement contractuel.

Le non-respect de cet engagement enclenchera une pénalité, détaillée au CCAP.

Toutefois, un seuil de tolérance est accepté, dès lors qu'un aléa ne relevant pas de la responsabilité du titulaire survient (exemple : catastrophe climatique). Ainsi, pendant un laps de temps court (3 mois maximum), il est accepté que le Titulaire recourt à un nombre d'intermédiaires supérieurs à ce qui était proposé dans son offre. Des mesures correctives permettant de revenir à l'engagement initial doivent être proposées par le Titulaire dans un délai maximum de 3 mois dès constatation de l'aléa.

#### ✦ **Interdiction de la viande séparée mécaniquement**

En vertu de l'article 3 et 9 du règlement européen CE n°999/2001, il est interdit de fournir de la viande séparée mécaniquement à partir d'os de ruminants.

Le Titulaire devra être en mesure d'établir qu'il a procédé aux contrôles idoines pour s'assurer du respect de cette obligation. Le non-respect de celle-ci entraînera une pénalité, précisée au CCAP.

Tout au long de l'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit d'effectuer des contrôles inopinés.

#### ✦ **Renforcer la vigilance sur les protéines animales transformées**

Il est attendu du Titulaire un respect strict de la réglementation dite « feed ban » (règlement (CE n°999/2001) dédiée à la restriction de l'utilisation des protéines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage.

Par ailleurs, il est attendu du Titulaire, au cours de l'exécution du marché, une proposition de plan de progrès sur le suivi de l'alimentation des animaux par ses fournisseurs et sur des propositions d'améliorations des pratiques de nourrissage. Il est entendu que si le Titulaire du marché est directement le producteur, ce plan de progrès est attendu pour ses propres pratiques.

#### ✦ **Exiger des œufs coquilles frais issus de l'ovosexage**

Dans le cadre de ce marché, conformément au Décret n° 2022-137 du 5 février 2022, il est exigé des œufs coquilles frais produits dans des élevages de poules pondeuses issues de couvoirs équipés en techniques d'ovosexage, c'est-à-dire des poulettes issues de la détermination du sexe du poussin dans l'œuf.

La fin de l'élimination systématique des poussins mâles issus de la filière poule pondeuses est obligatoire sur les poules pondeuses brunes.

Ainsi, toute livraison ou utilisation d'œufs issus de poulettes non sexées, ne respectant pas cette obligation sera refusée et assortie d'une pénalité détaillée au présent CCAP,

#### ✦ **Exiger des œufs de poules élevées en plein air**

Dans le cadre de ce marché, il est exigé des œufs de poules au moins élevées en plein air. (code 1). Il est également accepté des œufs de poules « Label Rouge ou équivalent » ainsi que des œufs bios. (code 0),

Conformément au point 2 de l'annexe de la directive n° 2002/4/CE, les œufs sont marqués d'un code désignant le numéro distinctif du producteur et permettant d'identifier le mode d'élevage.

- Le code du producteur, inscrit sur la coquille de l'œuf, se compose de chiffres et de lettres.

Exemple : 1 FR XAZ 01.

- le 1er chiffre indique le mode d'élevage : 0 : Bio / 1 : Plein air / 2 : Au sol / 3 : En cage

- les deux lettres qui suivent indiquent le pays de l'Union européenne où se situe l'élevage

- les trois lettres qui suivent le code pays désignent le site d'élevage

- en France, les deux derniers chiffres indiquent le numéro du bâtiment où se trouve la poule  
Ainsi, toute livraison ou utilisation d'œuf dont le 1er chiffre indique « 2 » ou « 3 » sera refusée et assortie d'une pénalité détaillée au présent CCAP.

Cette clause s'applique à tous les ovoproduits (blanc d'œuf en bidon, jaune d'œuf en bidon, etc.).

#### ✦ **Viande de porc et charcuterie provenant de porcelets n'ayant pas subi de castration à vif**

Dans le cadre de ce marché, conformément à l'arrêté du 17 novembre 2021, il est exigé de la viande de porc et des charcuteries issus d'élevages ayant mis fin à la castration à vif des porcelets.

L'arrêt de la castration des porcelets mâles ou la prise en charge de la douleur lors de la castration sont obligatoires.

L'acheteur pourra demander à tout moment des justificatifs sur les produits achetés. Toute anomalie sera assortie d'une pénalité, détaillée au présent CCAP.

#### ✦ **Viande de porc et charcuterie provenant d'élevages ayant nommé et formé un référent bien-être animal**

Dans le cadre de ce marché, conformément au décret n° 2020-1625 du 20 décembre 2020, il est exigé de la viande de porc et des charcuteries issus d'élevages ayant nommé et formé un référent bien-être animal.

L'acheteur pourra demander à tout moment des justificatifs sur les produits achetés. Toute anomalie sera assortie d'une pénalité, détaillée au présent CCAP.

#### ✦ **Procédure de maîtrise du risque « aiguille cassée »**

L'ensemble des viandes de porc ou des charcuteries fournies proviennent d'élevages dont le détenteur des animaux respecte une procédure de gestion du risque « aiguille cassée ».

- Il existe une procédure de signalement des animaux ayant connu un incident « aiguille cassée » entre l'élevage et l'abattoir participant à la fourniture de l'offre du Titulaire.

- L'abattoir participant à la fourniture de l'offre du Titulaire respecte une procédure de retrait des pièces à risque sur les animaux ayant connu un incident « aiguille cassée », concernant les deux échine, les deux épaules et la gorge sur chaque animal signalé par le détenteur avant son départ vers l'abattoir.

#### **Transmission des labels environnementaux en cours de validité :**

Le titulaire de l'accord-cadre devra fournir, au début de chaque nouvelle période d'exécution, les certificats en cours de validité relatifs aux labels environnementaux exigés.

## 13. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

### 13.1 Opérations de vérification et décisions

*Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS*, les opérations de vérification se dérouleront selon les modalités décrites au CCTP.

De plus, le pouvoir adjudicateur n'est pas obligé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, si sa présence n'est pas nécessaire.

### 13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

## 14. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

## 15. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

### 15.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables à l'accord-cadre.

Aussi, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur.

### 15.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins

et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.

- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

## 16. Pénalités

### 16.1 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

### 16.2 Pénalités pour retard ou inexécution des prestations

*Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS*, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT sur l'ensemble de l'accord-cadre.

En cas de retard ou inexécution constatée, l'acheteur invitera par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard seront appliquées selon les dispositions suivantes.

Le montant total des pénalités de retard ne pourra pas excéder 10% du montant maximum HT de l'accord-cadre, ou du bon de commande.

Toute journée commencée est pénalisable.

*Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS*, le titulaire subit, en cas de retard ou de non-exécution, une pénalité équivalente aux montants calculés à partir des éléments précisés dans les tableaux ci-après :

Type de manquement	Montant de la pénalité
Non-respect des Dates Limites de Consommation (DLC) et/ou non-respect des règles d'hygiène et de salubrité (HACCP).	100 € / constat En cas de décision administrative de suspendre l'exploitation pour un motif sanitaire : faculté pour l'Agence de résilier le contrat aux torts exclusifs du titulaire + pénalité de 5000 €.
Non production dans le délai imparti d'un document de contrôle (ex : FDS des produits dangereux, plan d'actions correctives suite à contrôle de l'administration sanitaire, certificats de provenance des denrées, etc.) ou d'un livrable (ex. : projet de règlement intérieur, compte rendu annuel technique et financier, etc.), après mise en demeure.	100 € / constat.
Absence aux réunions de suivi prévues au marché.	100 € / constat.
Résultats d'analyse par le laboratoire : 80% < résultats conformes < 100%	Information immédiate de l'Agence + mise en place des mesures correctives adaptées.
Résultats d'analyse par le laboratoire : résultats conformes < 80%	Information immédiate de l'Agence + mise en place des mesures correctives adaptées + 500 € / constat.
Absence de fourniture de repas ou fourniture de repas en nombre insuffisant ( <i>sauf cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence administrative et sous réserve de la responsabilité du prestataire</i> )	500 € par constat d'absence. + Refacturation des éventuels frais occasionnés et des repas de substitution payés par l'Agence (sans mise en demeure préalable) + Faculté de résilier le contrat à l'initiative de l'Agence à partir du 3ème constat.
Non-respect des considérations d'exécution environnementales (article 12.1 du CCAP) et des exigences sur les denrées / produits (article 9 du CCTP)	50 € par constat
Tromperie sur les labels, les certificats ou la qualité des denrées servies	500 € par constat (indépendamment de la transmission aux autorités administratives compétentes du dossier portant sur l'utilisation frauduleuse de labels ou de certificats)
Non-respect du nombre d'animations annoncé	100 € par manquement.

Type de manquement	Montant de la pénalité
Non-respect des grammages (+/- 20%)	10 € par constat (contrôle contradictoire).
Rupture du nombre contractuel de plats garnis en cours de service, et avant l'heure de fin de service.	100 € par jour constaté.
Retard dans la prise de fonction opérationnelle (date de démarrage).	1 000 € / jour ouvré de retard
Retard ouverture du restaurant	200 € par demi-heure de retard de service
Absence de l'un des personnels du titulaire <i>(pour toute absence au poste de travail, non-remplacée par un personnel ayant au moins les mêmes compétences et qualifications)</i>	200 € par jour d'absence
Retard dans la remise des informations sur la masse salariale, après mise en demeure.	100 € / jour ouvré de retard
Suspension temporaire d'exploitation (cf. article 13.1 du CCTP)	1.000 € par jour de suspension
Mauvais entretien des locaux et des équipements	100 € / constat. + Refacturation des éventuels frais de remise en état.

### 16.3 Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi

Les pénalités sont les suivantes :

✱ Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale :

En application des dispositions de l'article 16.1.5 du CCAG FCS, en cas de non-respect de la clause d'insertion sociale, et à la suite d'une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 60 € nets par heure d'insertion non réalisée sera appliquée.

✱ Pénalité en cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale :

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, le titulaire se voit appliquer, après avoir été mis en demeure de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de 100 € nets.

\* Pénalité relative à la non-transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle : en cas de non-transmission, transmission partielle ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € nets par jour calendaire de retard.

## **17. Information sur la masse salariale**

Lors du renouvellement du marché au terme de sa durée normale de validité, ou à la suite d'une décision de résiliation, afin de garantir l'égalité de traitement des candidats quant à l'obligation de reprise du personnel, le titulaire fournit, dans un délai d'une semaine à compter de la demande de l'acheteur, les informations sur la masse salariale des personnels à reprendre avec, notamment, le nombre de salariés, leur équivalent temps plein, la nature des contrats, les avantages dont disposent les personnels, leur expérience, leur ancienneté et leur qualification.

En cas de retard dans la transmission de ces informations, le titulaire encourt la pénalité prévue au présent CCAP.

## **18. Garanties**

Les modalités de l'article 33 du CCAG FCS s'appliquent,

## **19. Assurances**

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## **20. Différends**

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

## **21. Dispositions en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre n°..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. »*

## **22. Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions internationales du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, à tout moment pendant l'exécution de l'accord-cadre, les documents justifiant que le titulaire respecte les obligations mentionnées ci-dessus.

Il appartient au titulaire de transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, les documents suivants :

- Les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (*attestations datant de moins de six mois*) ;
- La liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne [Aprovall Portal](#) (ex-E-Attestations) qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour. L'Agence de l'eau n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

**Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de ses tiers. Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme [Aprovall Portal](#). Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE** accessible en ligne sur la plateforme.



## 23. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS, auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous, sont applicables au présent accord-cadre

### 23.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

L'accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités, pour manquement répété de plus de trois fois par trimestre à l'obligation d'approvisionnement en produits alimentaires de qualité et durables prévues au présent CCAP, notamment en cas de retard ou d'imprécision dans la transmission des moyens de preuve attestant du caractère de qualité, durable ou biologique des produits ciblés, en cas d'inexactitude des documents transmis ou de refus de produire les pièces justificatives prévues.

### 23.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## 24. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles du CCAG FCS par les articles cités ci-après du présent document :

- A l'article 3.4.3 du CCAG par l'article *Préambule*
- À l'article 4.1 du CCAG par l'article *Pièces constitutives de l'accord-cadre*
- À l'article 10.2.2 du CCAG par l'article *Variation du prix*
- Aux articles 27, 28 et 29 du CCAG par l'article *Opérations de vérifications et décisions*
- Aux l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*